



MARCHES PUBLICS

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET FOURNITURE DE CONSOMMABLES, ACCESSOIRES ET PIECES DETACHEES
CAPTIFS DES EQUIPEMENTS DE MARQUE ERBE**

HOSPICES CIVILS DE LYON
Etablissement support du GHT Val Rhône Centre
Direction des Achats
45 rue Villon
CS 48283
69373 LYON CEDEX 08

Date et heure limites de réception des offres

Lundi 17 Novembre 2025 A 12 Heures 30

Pour informations, les signatures électroniques des documents ne sont pas obligatoires lors du dépôt de l'offre.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET, FORME ET ORGANISATION DE LA CONSULTATION	4
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 - PROCEDURE	4
1.3 - PRESTATIONS SIMILAIRES	4
1.4 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - DUREE DU MARCHÉ	4
2.2 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 4 : DISPOSITIONS GENERALES	5
4.1 – COMMUNICATION DEMATERIALISEE	5
4.2 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES :	6
ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
5.1 - DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	6
5.2 - DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE	7
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	8
REMISE DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE	8
ARTICLE 7 : NEGOCIATIONS	9
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	9

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Préambule

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône Alpes n° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le GHT Val Rhône Centre regroupant les Hospices Civils de Lyon, désignés **établissement support** et les **établissements parties** suivants :

- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;
- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne.

Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assurant l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Les responsabilités respectives de l'établissement support et des établissements parties se répartissent comme suit :

	Etablissement support	Etablissements parties	Observations
Passation, Signature notification du marché et de ses avenants, Résiliation du marché	X		
Envoi des bons de commande et Ordres de service	X	X	Chaque partie pour ses propres besoins
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X		
Procéder à la reconduction des marchés	X		
Agrément des sous-traitants	X		
Délivrance du certificat de cession de créances		X	
Appliquer les pénalités	X (pénalités Reporting le cas échéant + exécution)	X (pénalités d'exécution)	Les pénalités d'exécution sont appliquées le cas échéant par l'établissement concerné
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché	X		
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande ou ordres de service	X	X	Chaque partie gère les différends propres à son établissement

Au sens du présent document :

- « L'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ci-après les HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;
- Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « le prestataire » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- Les établissements comprennent l'établissement support et les établissements parties du GHT Val Rhône Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché.

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ; **ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.**

Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique, dans le cadre de l'offre financière, cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'acheteur dans les plus brefs délais.

ARTICLE PREMIER : OBJET, FORME ET ORGANISATION DE LA CONSULTATION

1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet :

PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET FOURNITURE DE CONSOMMABLES, ACCESSOIRES ET PIECES DETACHEES CAPTIFS DES EQUIPEMENTS DE MARQUE ERBE

La présente consultation concerne les établissements hospitaliers du GHT Val Rhône Centre suivant, voir *Annexe 3 – Etablissements* :

Lieu d'exécution : Métropole Lyonnaise + département 38

- Les Hospices Civils de Lyon ;
- Centre Hospitalier Lucien Hussen - Vienne (38)
- Centre Hospitalier de Givors (69)
- Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon (69)

1.2 - PROCEDURE

Marché passé sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R2122-3 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord cadre **mono** attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande. Il est conclu sans montant minimum, **avec un maximum de 2 400 000€ HT.**

1.3 - PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet.

1.4 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour la période du 01/01/2026 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure jusqu'au 31/12/2026.

Le marché pourra tacitement être reconduit 3 fois pour une durée de 1 an, sauf décision contraire de l'acheteur intervenant au minimum 3 mois avant la fin de chaque période. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

2.2 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

DCE : Le dossier de consultation du présent marché, contient les pièces suivantes :

DCE – LISTE DES DOCUMENTS A COMPLETER

- ✓ 20267022_DF_ATTRI_ERBE
- ✓ 20267022_contacts administratifs_ERBE
- ✓ E25_1656_DC_DC1_ERBE
- ✓ E25_1656_DC_DC2_ERBE
- ✓ E25_1656_DF_Annexefi Consommables & accessoires_ERBE
- ✓ E25_1656_DF_Annexefi Maintenance & pièces détachées_ERBE
- ✓ E25_1656_EXE_Att Legales_ERBE
- ✓ E25_1656_DT_Engagements de maintenance_ERBE
- ✓ E25_1656_DT_Engagement performance environnementale_MNSC_ERBE
- ✓ E25_1656_DF_Escompte_ERBE

LE PRESENT REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.) ET ANNEXE(S) :

- ✓ RC_Annexe1_Appellation_pieces marche
- ✓ RC_Annexe2_Procedure Reponses dematérialisées
- ✓ RC_Annexe3_Dume_Mode opératoire Fournisseurs

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.) N° E25_1656 ET SES ANNEXES, SOIT :

- ✓ CCP_Annexe 1 - Info Facturation HCL 2025
- ✓ CCP_Annexe 2 - Risques généraux
- ✓ CCP_Annexe 3 - Etablissements
- ✓ CCP_Annexe 4 - Fiche de Prêt
- ✓ CCP_Annexe 5 - Modèle de Demande d'Intervention Biomédicale Externe
- ✓ CCP_Annexe 6 - Etat de parc
- ✓ CCP_Annexe 7 - Plans de prévention
- ✓ CCP_Annexe 8 - Info Factur_Chorus_EP GHT

DCE ANNEXE1 FONDATION HCL 2021

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS GENERALES

4.1 – COMMUNICATION DEMATERIALISEE

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Celle-ci permettra aux établissements la notification de document et/ou la transmission d'informations.

Cette adresse mail doit figurer dans le « cadre de réponse de l'offre financière » et dans l'acte d'engagement et en cas de modification de celle-ci, l'acheteur doit être averti dans les plus brefs délais.

4.2 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES :

Les informations personnelles (nom, prénom, fonction, adresse, téléphone, mail, cartes de visite) collectées par les HCL dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés ne sont utilisées qu'en lien avec les marchés, les processus achats et approvisionnements. Ces données sont conservées, dans le cadre des marchés, suivant les durées de conservation légale des différents documents administratifs. Certaines données peuvent être conservées plus longtemps (ex : contact commercial, ...). Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de vos données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. Pour exercer vos droits, contactez : dpo@chu-lyon.fr.

L'accès à vos données personnelles est strictement limité aux salariés des HCL et, le cas échéant, à nos sous-traitants. Les sous-traitants en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser vos données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable. En dehors des cas énoncés ci-dessus, les HCL s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers à vos données sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, continuité du service public hospitalier, etc.).

ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'opérateur économique ou chaque membre du groupement aura à produire un dossier complet comprenant impérativement les pièces visées ci-dessous.

Les éléments du dossier de candidature et de l'offre sont entièrement rédigés en langue française et exprimés en EUROS.

Il est formellement demandé au candidat de soigner la présentation de sa réponse et d'organiser les documents qui la composent de la manière suivante (voir RC_Annexe1_Appellation_pieces marche du présent document) :

- Les documents relatifs à la candidature devront être nommés de la manière suivante :
 - o E25_1656_DC_aaaaaa_ERBE
- Les documents relatifs à l'offre financière devront être nommés de la manière suivante :
 - o E25_1656_DF_aaaaaa_ERBE
- Les documents techniques devront être nommés de la manière suivante :
 - o E25_1656_DT_aaaaaa_ERBE

Il est également formellement demandé au candidat d'utiliser des libellés de fichier court (moins de 30 caractères) et en rapport avec le contenu dudit fichier.

5.1 - DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE

DUME ou (DC1) et (DC2)	<i>E25_1656_DC_DC1_ERBE</i> <i>E25_1656_DC_DC2_ERBE</i> A compléter et à transmettre
Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies	A transmettre

aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail	
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.	A transmettre
La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire	A transmettre
Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat soumis à autorisation de travail (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail).	A transmettre
Pour les entreprises établies à l'étranger, la copie de la déclaration de détachement de salariés étrangers et la désignation du représentant de l'entreprise sur le territoire national (article R1263-12 du code du travail). Ces pièces sont à fournir avant le détachement des salariés concernés.	A transmettre
Le chiffre d'affaires réalisé dans le domaine d'activité faisant l'objet du marché réalisé ces 3 dernières années	A transmettre via le DUME ou le DC2
La preuve d'une assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité	A transmettre
Une attestation de régularité sociale URSSAF datant de moins de 6 mois (déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions (articles D8222-5 du code du travail ou D8222-7 pour un candidat établi à l'étranger)	A transmettre
Les attestations et certificats de moins de 3 mois délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).	A transmettre
Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public	A transmettre
Déclaration effectifs moyens annuels (sur les trois dernières années)	A transmettre
Certificats de qualification professionnelle Habilitation professionnelle (Agrément - Autorisation préfectorale)	A transmettre
Références La présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des 2 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique	<i>E25_1656_DC_Ref_ERBE</i> A transmettre en EXCEL ou WORD
Accord souscription Attestations Légales	<i>E25_1656_EXE_Att Legales_ERBE</i> A compléter et à transmettre

5.2 - DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE

Acte d'engagement	20267022_DF_ATTRI_ERBE A compléter et à transmettre en PDF signé électroniquement
Les cadres de réponse de l'offre financière	E25_1656_DF_Annexefi Consommables & accessoires_ERBE E25_1656_DF_Annexefi Maintenance & pièces détachées_ERBE A compléter et à transmettre en Excel et PDF
Engagement de maintenance	E25_1656_DT_Engagements de maintenance_ERBE A compléter et à transmettre en Excel et PDF
Engagement de performance	E25_1656_DT_Engagement performance environnementale_MNSC_ERBE A compléter et à transmettre en Excel et PDF
Le catalogue strictement conforme à l'objet du marché	A transmettre en Excel et PDF
Proposition de réduction du délai de paiement	E25_1656_DF_Escompte_ERBE A transmettre
RIB	A transmettre
Fiches techniques et normes des produits proposés pour tous les lots	A transmettre
Les marquages CE	A transmettre
Protocole de contrôle et check-list de maintenance : <i>Le candidat précisera les contrôles et la maintenance réalisés, les opérations à effectuer, leur fréquence, le suivi documentaire et les actions en cas de non-conformité.</i>	A transmettre
Contacts administratifs	20267022_contacts administratifs_ERBE A compléter et à transmettre en Excel

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Conformément au règlement d'exécution (UE 2016/7) de la Commission européenne du 5 janvier 2016, l'attention du candidat est portée, sur le risque d'exclusion de la procédure de marché en cas de fausses déclarations, non présentation des justificatifs, ou dissimulation d'informations.

Au moment de la signature de l'ATTRI1, l'attributaire joint le pouvoir habilitant le signataire. En cas de groupement, l'ATTRI1 devra être signé par tous les membres du groupement si le mandataire n'est pas habilité à signer seul l'offre.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

REMISE DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE

Le candidat remettra sa candidature et son offre exclusivement sur le profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limite de réception des offres.

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. Seules les dates et heures reprises par cet accusé de réception et générées par le dispositif d'horodatage de la plateforme d'acheteur font foi pour le traitement de la procédure.

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple, par courrier électronique) ne sera acceptée. Les fichiers doivent contenir la candidature et l'offre.

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le prestataire devra se conformer aux dispositions indiquées dans la note de procédure figurant dans l'annexe :

RC_Annexe 2_Procedure reponses dematerialisees.

ARTICLE 7 : NEGOCIATIONS

Après le dépôt de l'offre, la Direction des Achats prendra tous contacts avec l'opérateur économique en vue de la négociation.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pendant la phase de consultation, le candidat peut faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur le profil acheteur soit la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.